

La Première souligne le fait régional avec un décrochage hebdomadaire

RÉGIONS Le vendredi midi, une émission différente pour Wallons et Bruxellois



Bertrand Henne et Thomas Gadisseux ne se retrouveront plus côte à côte le vendredi midi. Le premier sera en Wallonie pour animer « Débats première », le second à Bruxelles. © D.R.

► Chaque vendredi, Bertrand Henne anime désormais un « Débats Première » wallon, entre midi et 13 h.
► A Bruxelles, les auditeurs entendront Thomas Gadisseux.
► La coïncidence avec la crise politique est un « hasard du calendrier », selon la RTBF.

Wallons et Bruxellois sont-ils plus éloignés que jamais ? Politiquement, on verra. Au niveau médiatique, la RTBF pense qu'ils n'ont pas toujours les mêmes centres d'intérêt. Tous les vendredis, elle proposera un décrochage régional de midi à 13 heures sur La Première. Pour les auditeurs wallons, en apparence, rien ne change puisqu'ils retrouveront Bertrand Henne pour « Débats Première », l'émission qui remplace « Le forum de midi » depuis le mois d'avril. A Bruxelles et dans le Brabant wallon par contre, c'est la voix de Thomas Gadisseux que l'on entendra dans le poste.

Jacques Cremers, patron de l'info de La Première, l'assure : le lancement de ce décrochage en pleine crise politique en Belgique francophone est « un hasard du calendrier ». « Ce projet est sur la table depuis septembre 2016. Nous ne l'avons pas mis directement à l'antenne lors du lancement de la nouvelle grille en avril, tout simplement parce que nous n'étions pas prêts. Il fallait laisser du temps à Bertrand Henne pour se déployer dans sa nouvelle tranche horaire. Nous voulions aussi attendre que notre nouveau studio namurois soit terminé. »

« Des régions très différentes »

La question est donc plus technique que politique. On notera tout de même que le studio namurois n'est toujours pas prêt. Bertrand Henne animera le décrochage wallon depuis le nouveau site de MédiaSambre à Charleroi jusqu'au

mois d'octobre. A terme, il offrira une qualité d'image identique à celle des émissions tournées à Bruxelles.

Pour celui qui s'était fait une spécialité de titiller les hommes et femmes politiques au saut du lit, un décrochage wallon devenait indispensable : « Sociologiquement, les régions sont différentes. On veut être plus proche des préoccupations des Wallons et des Bruxellois. On traitait des sujets liés à une zone géographique particulière, on peut aller plus en profondeur. Prenez l'aménagement du territoire en Wallonie. Les codes ont changé. Cela mérite d'être creusé. Si on n'avait pas eu ce décrochage, on aurait hésité à faire un sujet pour La Première. »

Thomas Gadisseux, également aux commandes de l'interview politique de la matinale de La Première, va dans le

même sens : « L'idée est vraiment de souligner le fait régional. De se dire que les débats, la gestion, la politique, les idées qui circulent et animent la Wallonie et Bruxelles ne sont pas toujours les mêmes, au même moment. La crise politique a encore démontré cette réalité. »

On ne « prive » personne

Si la première édition de ce « Débats Première » régional aura uniquement des intervenants issus du monde politique (lire ci-contre), cela ne devrait pas être le cas chaque semaine. « On va garder l'ADN de l'émission où se succèdent des acteurs de différents milieux pour discuter des enjeux de sociétés. On parlera des allocations familiales, de la réforme fiscale, de la politique de mobilité. On peut aller plus en profondeur sur la

bonne gouvernance, Bruxelles va-t-elle prendre de l'avance ? »

Il n'empêche. N'est-il pas dommage de priver les Bruxellois et les Wallons travaillant à Bruxelles du duel « Magnette-Borsus » prévu pour le décrochage wallon ? « Il y a dix ans, j'aurais dit que c'était dommage, répond Bertrand Henne. Aujourd'hui, il existe la plateforme Auvio qui permet d'accéder à nos contenus. Ceux qui veulent nous écouter depuis Bruxelles pourront le faire via ce canal. On a fait le choix de proposer une heure de décrochage sur la semaine, ce n'est pas excessif non plus. »

Plus que de souligner un éventuel fossé entre Wallons et Bruxellois, cette démarche vise aussi à les rassembler sur La Première. La généraliste du service public souffre d'un déficit d'image en Wal-

lonie. La moitié de son auditoire vit dans et autour de Bruxelles. Il y a encore un terrain à conquérir. « Ce n'est pas l'objectif majeur mais c'est un effet indirect qui sera positif », reconnaît Jacques Cremers. La Première a un potentiel d'audience important en région wallonne. On est perçu parfois comme une radio bruxelloise, à tort selon moi. Cette émission permet de montrer qu'on s'adresse aux deux publics. Après, n'allons pas croire qu'un décrochage d'une heure aura un impact. Cela reste la spécificité de Viva-Cité. On ne va pas faire du wallon pour faire du wallon en espérant conquérir un public. On espère surtout capter ceux qui ne sont pas toujours concernés ou intéressés par des matières bruxelloises. » ■

MAXIME BIERMÉ

EN PRATIQUE

Chacun son débat

L'émission « Débats Première » diffusée entre 12 et 13 h sur La Première se double chaque vendredi.

En Wallonie, Bertrand Henne arbitre aujourd'hui un duel entre Paul Magnette et Willy Borsus.

A Bruxelles et dans le Brabant wallon, on pourra écouter un débat entre Laurette Onkelinx, Benoît Cerexhe et Olivier Maingain. Il sera animé par Thomas Gadisseux.

Si vous êtes intéressé par le débat qui ne correspond pas à votre zone géographique, rendez-vous sur www.auvio.be, les deux options sont disponibles sur la plate-forme vidéo de la RTBF. Les images en bonus.

M.B.MÉ

les identités « Bruxelles a changé sociologiquement et institutionnellement »

ENTRETIEN
Le politologue Pascal Delwit (ULB) voit « une certaine logique » dans la déclinaison des débats.

Y a-t-il en Wallonie et à Bruxelles des réalités sociales et politiques différentes qui justifient deux débats ?

Depuis 20 ou 25 ans, la mobilité entre territoires wallon et bruxellois d'une part et flamand et bruxellois d'autre part a diminué, je crois. Elle existe toujours : aujourd'hui encore, pas mal de Bruxellois déménagent dans le Brabant wallon ou dans le Brabant flamand. Mais les mouvements ayant pour origine le Namurois, le Hainaut ou Liège vers la capitale ont diminué alors qu'il y a 20 ou 25 ans encore, pas mal de francophones habitant Bruxelles venaient de



Pascal Delwit, de l'ULB.
© DEWEZ/LE SOIR

Wallonie ou étaient d'extraction wallonne. Cette dynamique-là a vu son ampleur diminuer. Sociologiquement et démographiquement, Bruxelles a beaucoup évolué au cours des deux dernières décennies, au-delà de son internationalisation. Dire qu'il y a eu l'affirmation d'un sentiment d'identité bruxelloise serait exagéré mais il y a eu l'affirmation d'une communauté bruxelloise.

Le cadre institutionnel a également évolué.

La Région bruxelloise existe depuis 1989 et elle s'est affirmée institutionnellement au cours des 25-30 dernières années. Cela a des impacts. Il y a notamment des débats politiques qui ne sont pas les mêmes à Bruxelles et en Wallonie. Dans la crise politique actuelle, le gouverne-

ment wallon a eu sa motion de défiance constructive. Elle n'interviendra vraisemblablement pas à la Région bruxelloise. Les cadres de pensée ne sont pas identiques non plus. A Bruxelles, il intègre le bilinguisme, le fait que francophones et néerlandophones gouvernent ensemble... Les évolutions sociologiques et institutionnelles s'entretiennent entre elles et se renforcent dans une certaine mesure.

Wallons et Bruxellois continuent malgré tout de partager beaucoup.

Oui, il y a des nuances à mettre par rapport à tout ce qui précède. Dans le chef de beaucoup de Wallons et de Bruxelles, il y a d'abord une identité francophone. Autre élément : dans le débat politique, le niveau institutionnel qui intéresse le plus le citoyen, c'est le niveau fédéral. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

diagonale Quand le libéral Georges-Louis Bouchez veut que le PS reprenne la main...

Il est habitué aux sorties fracassantes, pas forcément dans la droite ligne bleue. En l'occurrence, Georges-Louis Bouchez (« délégué général du Centre Jean Gol en charge de la prospective ») juge la position de son parti sur l'issue de la crise francophone un peu nébuleuse. Du moins pas suffisamment lisible pour le citoyen-électeur. Ni forcément cohérente.

Faute d'accord de Défi et d'Ecolo, le MR a en effet renoncé à construire une alliance alternative avec le CDH en Communauté française. Tant pis : il se contentera du pouvoir en

Wallonie. Résultat : son partenaire de majorité wallon, le CDH, est en coalition avec un autre partenaire en Communauté, le PS.

« Les députés francophones MR pourront-ils dès lors critiquer une politique d'Alda Greoli, ministre CDH à la Communauté, où le MR est dans l'opposition, mais aussi ministre en Wallonie, où le MR est dans la majorité ? », interroge Bouchez. On ne peut avoir ce point final-là à la crise, avec un partenaire qui est au pouvoir des deux côtés et un gouvernement francophone qui ne bouge pas, inactif. En termes de subsides par



Il n'y a pas que de bonnes intentions dans cette fable politique. © AURORA BELOT/BELGA

exemple, ce sera dramatique pour les hautes écoles, la culture, le sport... C'est un problème de conviction. » Outre que « c'est incompréhensible pour les gens ».

Alors le Montois a une idée : « Il faut que le PS réinvite les partis à discuter et reforme un gouvernement, sans le CDH, puisqu'ils ne veulent plus travailler ensemble. Je ne comprends d'ailleurs pas qu'aucun socialiste ne fasse cette proposition. Comme premier parti, ils doivent le faire. »

« Par conviction » et par souci de cohérence, dit-il, Georges-Louis Bouchez, le libéral, propose donc aux socialistes de re-

prendre la main - elle était CDH jusqu'ici - et de trouver des partenaires pour gouverner la Communauté française (sachant que le MR ne veut pas s'associer au PS).

Mais il n'y a pas que de bonnes intentions dans cette fable politique du XXI^e siècle. Car le libéral ajoute : « Et si cette tentative socialiste ne marche pas, cela prouverait que plus personne ne veut gouverner avec le PS. Que le Parti socialiste sent le soufre et n'a plus de partenaire. Et qu'on l'assume une bonne fois ! Là, ce serait lisible par le citoyen, car on aurait des blocs clairs. Et, à la ri-

gueur, que le PS reste tout seul dans ce gouvernement et assume. »

Un bleu qui pousse les rouges au centre du jeu, voilà qui n'est pas banal. Même si, dans la perspective de élections communales de 2018, on sent que le MR préserve les socialistes en vue de potentielles alliances urbaines. Reste que la petite idée de Bouchez n'a aucune chance d'être reprise par les siens. Mais ne dit-on pas que les combats désespérés sont les plus beaux ? Et en la matière, le Montois s'y connaît... ■

MARTINE DUBUISSON